

# Prévention des radicalisations: 10% des cas transmis à la police

tdg.ch/geneve/actu-genevoise/prevention-radicalisations-10-cas-transmis-police/story/16010115



Géraldine Casutt (au centre), de Rhizome, spécialisée dans les idéologies religieuses, notamment islamique. Image: ENRICO GASTALDELLO

«Ma fille s'est convertie à l'islam, porte le voile. Je m'inquiète.» «Un de mes élèves est en décrochage scolaire et ses camarades lui voient un intérêt nouveau pour les armes.» «Mon fils devient agressif, s'isole et discute des heures sur internet avec des inconnus à l'étranger.» Voilà le genre de témoignages que l'on peut entendre sur la hotline de «Gardez le lien», un dispositif cantonal de prévention des radicalisations. En vigueur depuis 2016, ce dispositif a notamment pour but de prodiguer un accompagnement spécialisé aux personnes s'inquiétant de la radicalisation religieuse ou politique violente de quelqu'un de leur entourage. Lors d'une conférence de presse lundi après-midi, Thierry Apothéloz, conseiller d'État en charge du Département de la cohésion sociale (DCS), juge «très positif» le bilan de ces trois ans de prévention.

## Islam radical, le souci principal

Depuis juin 2016, quelque 126 situations ont sollicité «Gardez le lien», et 101 d'entre elles ont pu être suivies. L'écrasante majorité des sujets d'inquiétude concernait l'islam radical – soit 85 situations, tandis que deux étaient liés à un mouvement évangélique; 4 cas d'inquiétude liés à l'extrême droite et 3 à l'extrême gauche sont également remontés,

tandis que 7 cas n'ont pas pu être reliés à une idéologie en particulier. La moitié a été rapportée par des proches, principalement les parents d'un jeune, et l'autre moitié par les organisations publiques, le Département de l'instruction publique (DIP) puis le secteur social/jeunesse. Enfin, 4 cas sont remontés par des organisations privées. Sur toutes les situations analysées, 10% ont été transmises à la police. Dans quels cas de figure?

«Lorsque des menaces réitérées sont proférées, qu'il y a des violences ou des indices de violences à venir, et que l'idéologie violente ne fait aucun doute», explique Géraldine Casutt, sociologue des religions de l'association Rhizome, un pôle de prévention des radicalités religieuses et idéologiques en charge notamment de tous les appels à la hotline de «Gardez le lien».

Comment gère-t-on l'anonymat? «Il y a une confidentialité au sein de tous les acteurs sur les noms des personnes. Certaines personnes appellent sans vouloir donner de nom. Si elles demandent juste un conseil, cela ne pose pas de problème. Mais si elles souhaitent que nous activions le réseau des professionnels, l'anonymat limite nos moyens d'action», raconte Géraldine Casutt.

### **Plus de filles mineures**

Fait particulier, les filles sont plus nombreuses que les garçons entre 12 et 17 ans à être signalées (17 cas contre 12). La tendance s'inverse par la suite: 22 cas chez les 18-24 ans concernaient des hommes, pour 13% de femmes. Une tendance qui s'accroît encore dans la tranche des plus de 25 ans, où 28 situations concernaient des hommes, contre 8 des femmes. Comment le comprendre? Géraldine Casutt estime qu'en ce qui concerne l'islam radical, «les jeunes filles affichent des signes plus évidents en portant le voile et attirent plus de craintes de la part des proches, qui s'inquiètent de leur éventuelle mise en danger.»

Concrètement, un parent inquiet pour son adolescent appelle la hotline. «Les 7 à 8 personnes qui constituent cette plateforme répondent dans les vingt-quatre heures et se réunissent la semaine suivante pour parler du cas», explique Yann Boggio, secrétaire général de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe). Celles-ci viennent du DCS par le biais du bureau de l'intégration des étrangers, du DIP, de Rhizome, de la FASe, de l'Hospice général et de la police, notamment de la Brigade des mineurs. Et après? «Selon les cas, on va essayer d'activer tous les acteurs sociaux en lien avec la personne. Par exemple, si c'est un jeune au bénéfice de l'hospice et fréquentant une maison de quartier, des assistants sociaux et éducateurs peuvent être contactés dans ces institutions et garder un œil sur d'éventuels signes de radicalisation.»

Le jeune sera-t-il contacté directement? Pas forcément, si l'entourage parvient à garder un lien avec lui et que la situation ne s'avère pas préoccupante. «Parfois, on a organisé des médiations. Un papa avait appelé car il s'inquiétait de la conversion de sa fille à l'islam. La rencontre a permis à la jeune femme d'expliquer son besoin d'avoir un rapport avec cette religion. Le dialogue sur la question des religions n'est pas toujours évident dans les familles», estime Géraldine Casutt.

## **Idéologie de l'EI «pas morte»**

Pour rappel, Genève a enregistré 7 départs en Syrie pour des motifs djihadistes, mais aucun depuis 2016. Ce frein s'explique notamment par une situation sur le terrain plus rude, ne permettant plus une propagande islamique idyllique. «Mais ce n'est pas parce que l'État islamique est mort que son idéologie l'est aussi, ses ramifications sont vivaces en Europe», estime Thierry Apothéloz, qui entend «maintenir le dispositif et viser l'insertion sociale des personnes en rupture». Car les ruptures scolaires, sociales, amoureuses ou professionnelles rendant vulnérables, elles favorisent l'adoption d'une idéologie, parfois violente.

Créé: 11.11.2019, 19h27